



UNIVERSITÄT BERN

Philosophisch-historische Fakultät

Historisches Institut

Weiterbildungsprogramm in Archiv-, Bibliotheks- und Informationswissenschaft

Vers une politique publique de l'archivage audiovisuel ? Le cas vaudois

Raphaël Berthoud

raphael.berthoud@bluewin.ch

Bien que l'audiovisuel fasse partie de notre paysage culturel depuis plus d'un siècle, sa conservation est problématique : la variété des supports, l'obsolescence de ceux-ci, la qualité relative des supports de substitution (CD, DVD) dont on nous vantait l'immortalité (à tort, après usage), la masse des documents à traiter, l'équipement souvent exclusif (appartenant à certaines marques déposées) pour leur consultation, la nécessité de respecter des normes de conservation souvent récentes et encore certaines contraintes juridiques expliquent pourquoi peu d'institutions se sont lancées dans la conservation et la numérisation de ces données, sans parler de la restauration. Pourtant, ces sources sont essentielles à la compréhension de l'époque actuelle. Cette préoccupation devient importante, la politique s'en mêle. Notre travail de réflexion a été initié par le postulat de la députée Fabienne Freymond Cantone cosigné par 23 députés au Conseil d'État.

« Les Archives cantonales vaudoises, mémoire de notre canton, quid des archives audiovisuelles ? » développé à la séance du mardi 1^{er} septembre 2015.

Dans ce travail, nous commençons par définir de manière générale le concept de l'audiovisuel à proprement parler et ses différentes acceptions. Nous insistons sur les recommandations de l'UNESCO définissant les documents audiovisuels comme des archives devant être préservées et donc prises en charge par des institutions d'archives. Ensuite, nous passons en revue les différents types de supports qui accueillent des données audiovisuelles, point essentiel pour comprendre la difficulté de conservation de ces données et de leurs supports, une liste relativement exhaustive des supports permettant de découvrir les problèmes liés à chacun d'entre eux. Nous traitons aussi le cheminement nécessaire des documents audiovisuels, que les archivistes définissent ainsi : conservation – inventaire et catalogage – indexation – numérisation (seule possibilité de conserver des supports obsolètes) et évidemment la communication ou diffusion de ces archives, en relevant un point d'achoppement comme les droits d'auteur.

Nous abordons ensuite la production audiovisuelle vaudoise aussi bien du côté des institutions cantonales que des privés, en remarquant la lacune de prise en charge de ce type de documents par les institutions vaudoises dédiées au patrimoine, que ce soit la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne ou les Archives cantonales vaudoises. Le chapitre suivant s'attache à décrire la situation actuelle de ce type de documents aux Archives cantonales vaudoises, en comparaison avec d'autres institutions, comme les Archives de la Ville de Lausanne et la Cinémathèque suisse. Pour terminer, nous proposons aux autorités politiques du Canton de Vaud des solutions et des scénarios politiquement et financièrement envisageables pour prendre en charge ce patrimoine, sous peine de le voir disparaître.